



Québec et ses régions, perspectives 2018

Les estimations des dépenses en immobilisation exposées dans le présent Bulletin Flash s'appuient essentiellement sur l'Enquête sur les projets d'investissement au Québec de l'Institut de la statistique du Québec et sur l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations de Statistique Canada.

Ce bulletin présente les estimations régionales 2018 (perspectives) pour les dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle selon l'actif (construction; matériel et outillage), l'industrie (biens et services), la propriété (privée et publique) et le pays de contrôle (Canada et étranger). De plus, ce document expose les estimations 2017 (provisoires) des dépenses en construction résidentielle et en immobilisation incorporelle pour la prospection pétrolière, gazière et minérale ainsi que les estimations réelles 2016 pour les dépenses en immobilisation incorporelle en logiciel.

Les investissements ou dépenses en immobilisation sont des dépenses faites pour l'acquisition d'actifs durables neufs qui procurent un avantage économique à son propriétaire. Elles sont divisées entre les immobilisations corporelles (bâtiment, travaux de génie, matériel et outillage), incorporelles (logiciel, recherche et développement, prospection pétrolière, gazière et minérale, etc.) et financières (actions, obligations, prêts, créances, etc.).

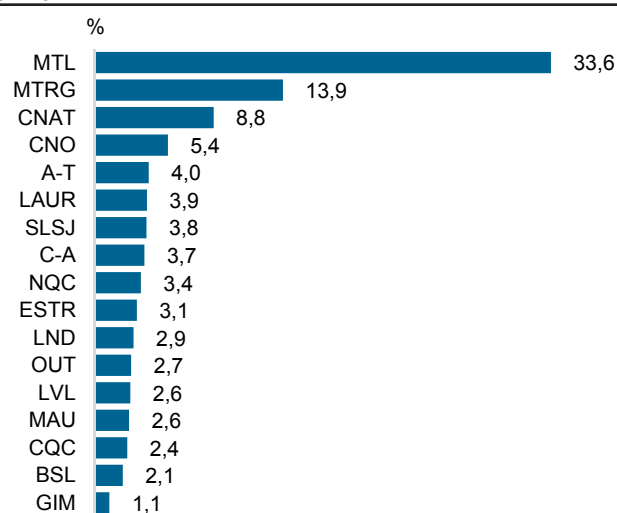
La mise à jour des estimations des dépenses en immobilisation 2017 (provisoires) et 2016 (réelles), de même que l'historique et davantage de renseignements par région sont disponibles sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec.

Coup d'œil régional

Selon les perspectives pour 2018, l'ensemble des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle devrait atteindre 37,7 G\$ au Québec, ce qui représente une hausse de 5,1 % par rapport à la donnée provisoire de 2017 (35,9 G\$). Elles se concentrent principalement dans la région de Montréal (33,6 %). Ainsi, la RMR de Montréal s'approprierait près de la moitié des dépenses au Québec (48,2 %).

Dans neuf régions administratives du Québec, la croissance des dépenses en immobilisation prévues pour 2018 surpasse celle de l'ensemble du Québec. L'accroissement le plus important est attendu dans la région de Lanaudière (+ 30,7 %). Il s'agirait de la première hausse d'importance que connaîtrait la région depuis celle observée en 2011. Cet accroissement découle principalement des activités liées à la construction publique dans les industries productrices de services. La région de Laval (+ 20,9 %) est en croissance après avoir atteint, en 2017, son plus bas niveau depuis le début de la série historique, soit 2006. Les dépenses en immobilisation devraient décroître dans quatre régions en 2018. Les plus importantes baisses se situent dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 38,4 %) et du Bas-Saint-Laurent (– 25,8 %). Trois régions métropolitaines de recensement (RMR) surpassent la croissance québécoise observée en 2018. La RMR de Montréal enregistre la plus forte croissance avec 9,4 %.

Figure 1
Proportion des dépenses régionales en immobilisation corporelle non résidentielle sur l'ensemble du Québec, perspectives 2018



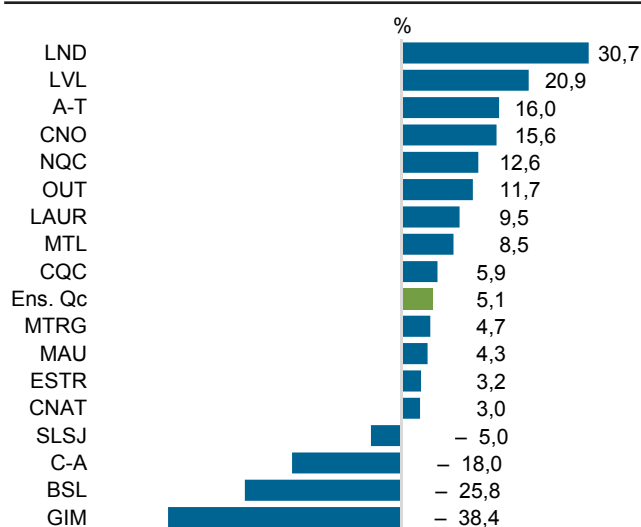
Note : Abréviations et signes conventionnels, voir [page 6](#).
Sources : Voir tableau 1.

Croissance soutenue dans la région de Montréal

Les dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle de la région de Montréal sont en croissance depuis 2010. Elles devraient se chiffrer à 12,7 G\$ en 2018 alors qu'elles s'élevaient à 7,4 G\$ en 2010. Cette évolution est attribuable principalement à la construction non résidentielle dans les industries productrices de services, qu'elles soient privées ou publiques. Les dépenses en construction résidentielle suivent également cette tendance aidées par les hausses des dépenses en rénovation et en construction d'appartements. Elles se chiffrent à 4,8 G\$ en 2017 comparativement à 2,5 G\$ en 2010.

Figure 2

Variation annuelle des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2018



Sources : Voir tableau 1.

Industries productrices de biens

Les dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle des industries productrices de biens sont en progression en 2018 dans les régions de Lanaudière (+ 29,3 %), de l'Outaouais (+ 17,1 %), de Laval (+ 14,6 %), des Laurentides (+ 14,4 %), du Centre-du-Québec (+ 10,6 %) et de Mauricie (+ 3,6 %). Les hausses observées dans ces régions sont essentiellement attribuables à l'industrie des services publics (SCIAN 22), dont l'activité principale est l'exploitation de services d'électricité, de gaz et d'eau.

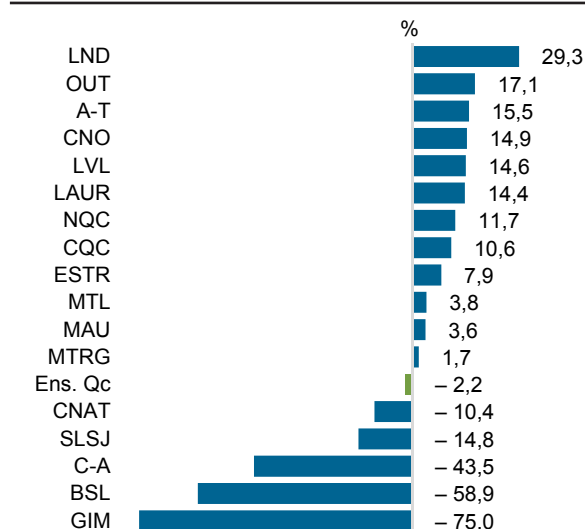
Toujours en 2018, les industries productrices de biens des régions de l'Estrie (+ 7,9 %), de Montréal (+ 3,8 %) et de la Montérégie (+ 1,7 %) enregistrent également une hausse de leurs dépenses en immobilisation grâce, entre autres, à la contribution de l'industrie de la fabrication (SCIAN 31-33). La croissance du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (SCIAN 21) explique en grande partie la hausse observée dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 15,5 %), de la Côte-Nord (+ 14,9 %) et du Nord-du-Québec (+ 11,7 %).

Pour les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent, de la Chaudière-Appalaches, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Capitale-Nationale, les dépenses en immobilisation des industries productrices de biens sont en décroissance, entraînées principalement par le secteur des services publics (SCIAN 22), à l'exception de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Trois RMR affichent une croissance de leurs dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle dans les industries productrices de biens en 2018 : Sherbrooke (+ 29,2 %), Montréal (+ 6,7 %) et Gatineau (+ 2,3 %), alors que Saguenay (- 38,2 %), Québec (- 10,3 %) et Trois-Rivières (- 7,5 %) sont en perte de vitesse. Ces variations s'expliquent principalement par les dépenses en immobilisation dans le secteur de la fabrication (SCIAN 31-33).

Figure 3

Variation annuelle des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle des industries productrices de biens, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2018



Sources : Voir tableau 1.

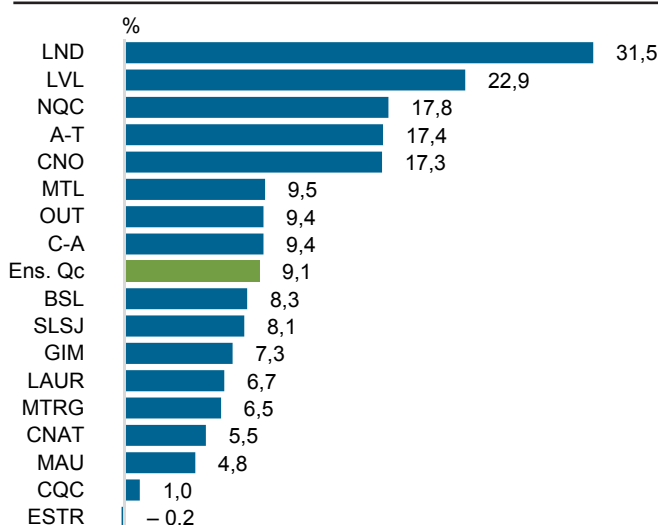
Industries productrices de services

En 2018, les dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle des industries productrices de services sont en hausse dans 16 des 17 régions administratives du Québec. De ces 16 régions, huit affichent une croissance plus élevée que celle de l'ensemble du Québec (+ 9,1 %). L'augmentation la plus importante se situe dans la région de Lanaudière (+ 31,5 %). La hausse des dépenses en immobilisation dans le secteur des administrations publiques (SCIAN 91) explique en grande partie les croissances enregistrées dans ces régions.

D'autres secteurs ont également contribué à ces résultats, dont le secteur du transport et de l'entreposage (SCIAN 48-49) sur la Côte-Nord, dans la région administrative de Montréal et en Montérégie, le secteur des services immobiliers et des services de location et de location à bail (SCIAN 53) à Laval, dans la région administrative de Montréal et dans la Capitale-Nationale, le secteur des services d'enseignement (SCIAN 61) dans Lanaudière, dans la région administrative

Figure 4

Variation annuelle des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle des industries productrices de services, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2018



Sources : Voir tableau 1.

de Montréal et en Mauricie ainsi que le secteur des soins de santé et d'assistance sociale (SCIAN 62) dans la Chaudière-Appalaches.

Seule la région de l'Estrie voit ses dépenses en immobilisation du secteur des services diminuer légèrement en 2018. Ce résultat est principalement attribuable à la baisse des dépenses en immobilisation dans les secteurs des services immobiliers et des services de location et de location à bail (SCIAN 53), des services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54) et des arts, des spectacles et des loisirs (SCIAN 71).

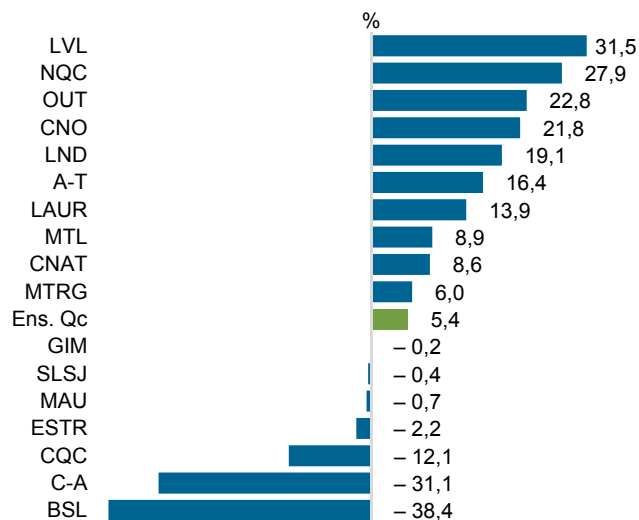
En 2018, les dépenses en immobilisation des industries productrices de services sont en hausse dans toutes les RMR, à l'exception de la RMR de Sherbrooke. Les hausses de 18,9 % à Saguenay, de 10,0 % à Montréal, de 10,0 % à Gatineau, de 6,4 %, à Trois-Rivières et de 5,5 % à Québec résultent essentiellement de la croissance des dépenses du secteur des administrations publiques (SCIAN 91). Les secteurs du commerce de détail (SCIAN 44-45) à Gatineau, du transport et de l'entreposage (SCIAN 48-49) à Montréal et à Trois-Rivières, des services immobiliers et des services de location et de location à bail (SCIAN 53) à Montréal, à Gatineau, à Trois-Rivières et à Québec, des services d'enseignement (SCIAN 61) à Montréal et à Trois-Rivières, et des soins de santé et d'assistance sociale (SCIAN 62) à Montréal contribuent également à ces résultats.

Dépenses en immobilisation privée et publique

En 2018, les dépenses anticipées en immobilisation corporelle non résidentielle privée sont en croissance dans dix régions administratives. Laval enregistre la plus forte hausse (+ 31,5 %) et le Bas-Saint-Laurent la plus forte baisse (- 38,4 %). Les perspectives pour 2018, concernant les dépenses en immobilisation publique, prévoient une

Figure 5

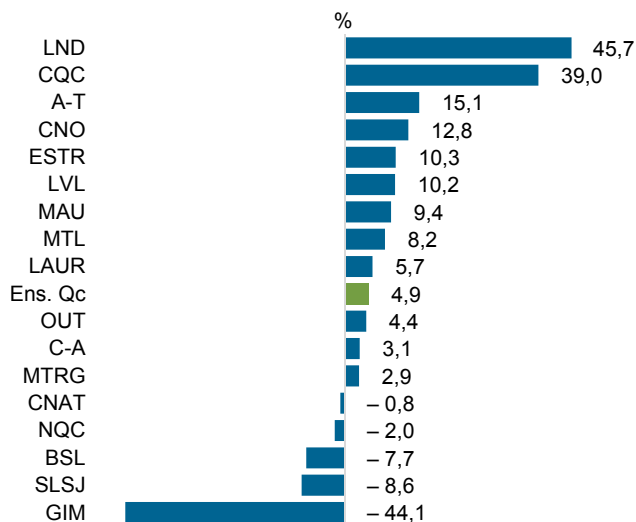
Variation annuelle des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle privée, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2018



Sources : Voir tableau 1.

Figure 6

Variation annuelle des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle publique, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2018



Sources : Voir tableau 1.

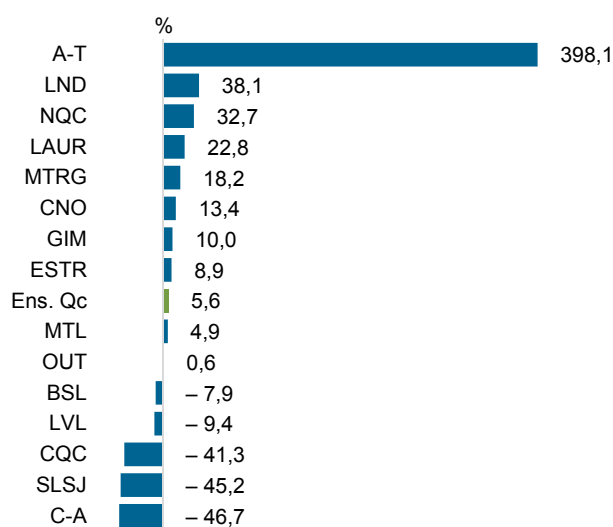
hausse dans douze régions. La plus forte croissance se situe dans Lanaudière (+ 45,7 %) tandis que la plus forte baisse est à prévoir dans les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (- 44,1 %).

En ce qui concerne les RMR, les dépenses anticipées en immobilisation privée en 2018 sont en hausse dans les RMR de Montréal (+ 10,6 %), de Québec (+ 1,7 %) et de Sherbrooke (+ 1,3 %), alors qu'elles sont en baisse pour celles de Saguenay (- 12,5 %) et de Trois-Rivières (- 3,9 %). Les perspectives de dépenses en immobilisation du secteur public sont en croissance pour l'ensemble des RMR. La RMR de Saguenay est en tête de liste avec 30,7 % d'augmentation.

Dépenses en immobilisation étrangère

Les entreprises contrôlées majoritairement par des intérêts étrangers prévoient des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle privée de près de 3,5 G\$ en 2018 (+ 5,6 %). Elles représentent 18,5 % des dépenses en immobilisation privée et 9,2 % de l'ensemble des immobilisations non résidentielles. Pour les entreprises privées sous contrôle canadien, les dépenses sont en hausse, avec 15,3 G\$ en 2018 (+ 5,3 %). Elles se situent à leur plus haut niveau en six ans. La région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue observerait une forte croissance des dépenses en immobilisation sous contrôle étranger. Elles passeraient de 16,3 M\$ en 2017 à 81,2 M\$ en 2018 (+ 398 %).

Figure 7
Variation annuelle des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle privée étranger, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2018



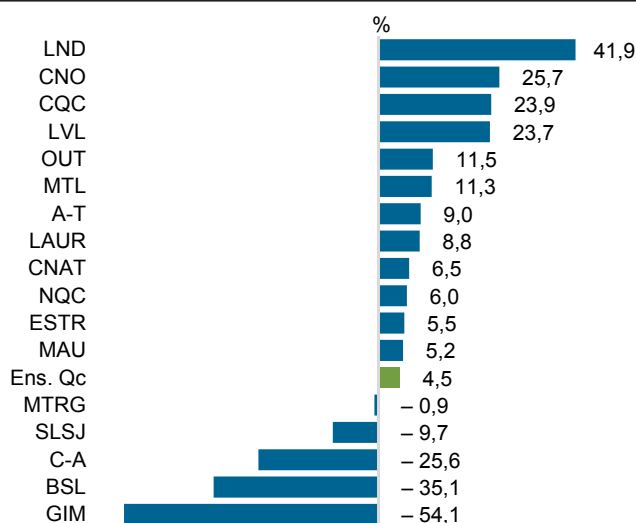
Sources : Voir tableau 1.

Construction non résidentielle, matériel et outillage

Les dépenses en construction non résidentielle devraient s'accroître en 2018 dans 12 des 17 régions administratives. Les plus importantes hausses s'observeront dans les régions de Lanaudière (+ 41,9 %), de la Côte-Nord (+ 25,7 %), du Centre-du-Québec (+ 23,9 %) et de Laval. Les plus fortes baisses anticipées toucheront les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (- 54,1 %), du Bas-Saint-Laurent (- 35,1 %) et de la Chaudière-Appalaches (- 25,6 %).

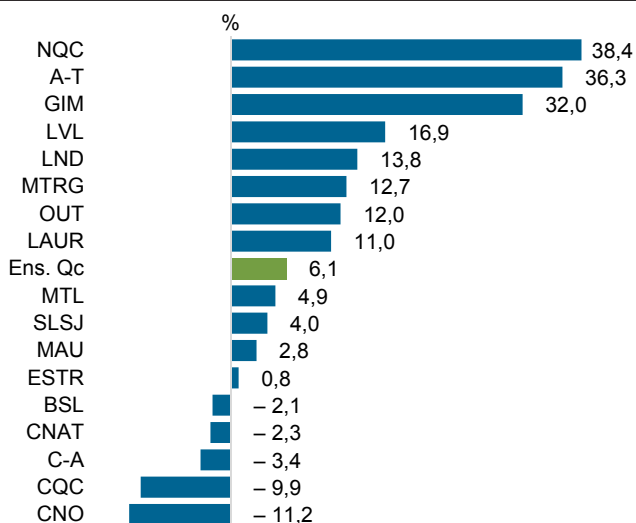
Les dépenses en matière de matériel et outillage sont en forte hausse dans trois régions : le Nord-du-Québec (+ 38,4 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 36,3 %) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 32,0 %), alors que les régions de la Côte-Nord (- 11,2 %) et du Centre-du-Québec (- 9,9 %) subissent de fortes baisses.

Figure 8
Variation annuelle des dépenses en construction non résidentielle, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2018



Sources : Voir tableau 1.

Figure 9
Variation annuelle des dépenses en matériel et outillage non résidentielle, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2018



Sources : Voir tableau 1.

Les dépenses prévues en construction non résidentielle sont en hausse dans l'ensemble des RMR et les dépenses en matériel et outillage augmentent dans les RMR de Gatineau (+ 10,8 %), de Montréal (+ 8,1 %) et de Sherbrooke (+ 6,4 %), alors qu'elles diminuent dans les RMR de Saguenay (- 8,6 %), de Trois-Rivières (- 3,4 %) et de Québec (- 1,3 %).

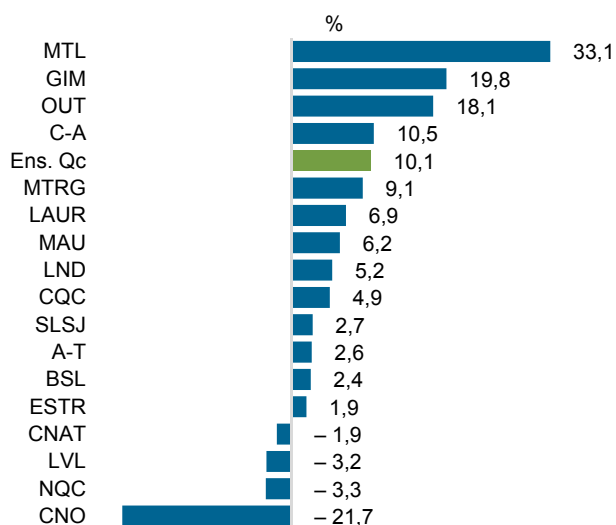
Construction résidentielle

En 2017¹, les dépenses en construction résidentielle (24,7 G\$) sont en croissance au Québec (+ 10,1 %). Les régions administratives de Montréal (+ 33,1 %), de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 19,2 %), de l'Outaouais (+ 18,1 %), de la Chaudière-Appalaches (+ 10,5) et de la Montérégie (+ 9,1 %) sont celles qui connaissent les croissances les plus importantes. Quatre régions observent des baisses en 2017, soit la Côte-Nord (- 21,7 %), le Nord-du-Québec (- 3,3 %), Laval (- 3,2 %) et la Capitale-Nationale (- 1,9 %).

En 2017, trois des six RMR enregistrent une croissance de la valeur associée à la construction résidentielle. Cette croissance est de 20,4 % à Gatineau, de 19,0 % à Montréal et de 6,9 % à Trois-Rivières. À l'inverse, dans les RMR de Saguenay, de Sherbrooke et de Québec, les dépenses sont en baisses de 1,7 %, de 0,4 % et de 0,3 %.

Figure 10

Variation annuelle des dépenses en construction résidentielle, régions administratives et ensemble du Québec, provisoires 2017



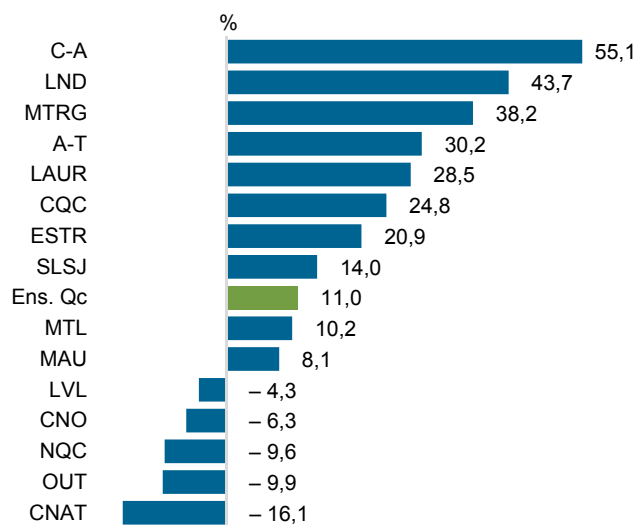
Sources : Voir tableau 1.

Logiciels

Au Québec, les dépenses en logiciels se chiffrent à 1,8 G\$ en 2016², ce qui constitue une hausse de 11,0 % par rapport aux 1,6 G\$ dépensés en 2015. Dix régions administratives enregistrent des hausses en 2016, notamment les régions de la Chaudière-Appalaches (+ 55,1 %) et de Lanaudière (+ 43,7 %). Les RMR de Québec et de Sherbrooke voient également leurs dépenses en logiciels fortement augmenter en 2016, soit respectivement de 23,8 % et de 19,5 %.

Figure 11

Variation annuelle des dépenses en logiciels, régions administratives et ensemble du Québec, 2016



Sources : Voir tableau 1.

1. Les perspectives 2018 ne sont pas disponibles pour les dépenses en construction résidentielle.

2. Les perspectives 2018 et les données provisoires 2017 ne sont pas disponibles pour les dépenses en logiciels.

Sur le Web

Pour l'ensemble du Québec, des régions administratives et des régions métropolitaines de recensement, les données détaillées relatives aux dépenses en immobilisation, pour la période allant de 2006 à 2018, sont disponibles à l'adresse suivante :

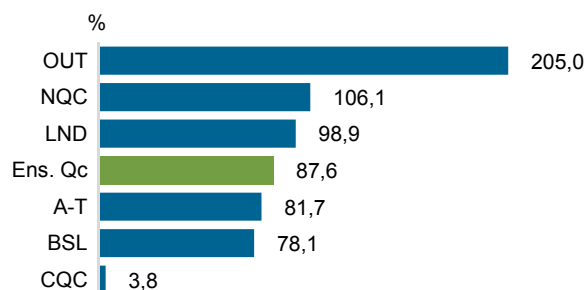
stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/investissements/index.html

Prospection minérale

En 2017³, les dépenses liées à la prospection minérale se chiffrent à 579 M\$ pour l'ensemble du Québec. Elles sont en forte croissance dans l'ensemble des régions, notamment celles de l'Outaouais (+ 205 %), passant de 1,7 M\$ en 2016 à 5,3 M\$ en 2017, du Nord-du-Québec (+ 106 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 82 %).

Figure 12

Variation annuelle des dépenses en prospection minérale, régions administratives et ensemble du Québec, provisoires 2017



Sources : Voir tableau 1.

3. Les perspectives 2018 ne sont pas disponibles pour les dépenses liées à la prospection minérale par région administrative.

Révision des données provisoires 2016 et des perspectives 2017 diffusées en juillet 2017

Les révisions des dépenses en immobilisation sont importantes entre les perspectives, les données provisoires et les données réelles. Les projets de construction et les achats de machineries peuvent être annulés ou reportés, ou voir leurs échéanciers modifiés au cours des différents cycles de diffusion des données. Les révisions peuvent également être causées par des modifications apportées à l'échantillonnage et aux allocateurs régionaux.

En conséquence, les données provisoires 2016 et les perspectives 2017 sont sujettes à révision. Par exemple, les dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle de la région de la Capitale-Nationale sont fortement révisées passant de 3,5 G\$ lors de la diffusion des données provisoires 2016 contre 2,8 G\$ avec les données réelles (- 20,3 %). Le détail des révisions entre les données réelles et provisoires 2016 ainsi que les données provisoires et perspectives 2017 est disponible dans le tableau 1 à la page suivante.

MISE EN GARDE

Les données anticipées pour 2018 ainsi que les données provisoires pour 2017, recueillies auprès des entreprises au cours de l'automne 2017, sont sujettes à révision et ne peuvent pas être considérées comme aussi fiables que les données réelles.

La régionalisation des données sur les dépenses en immobilisation privées et publiques s'appuie essentiellement sur l'*Enquête sur les projets d'investissement au Québec* de l'Institut de la statistique du Québec et sur l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada. Puisque cette dernière enquête n'est pas conçue pour garantir la représentativité régionale, et malgré l'utilisation d'autres sources de données pour améliorer la représentativité régionale, l'interprétation des données doit être faite avec prudence.

L'interprétation des données des dépenses en construction résidentielle doit être faite avec prudence, car les données sur les permis de bâtir utilisées pour la répartition régionale sont partielles pour certaines régions et catégories d'actif.

Les dépenses en immobilisation ne sont pas harmonisées avec les concepts des comptes économiques. Par conséquent, ces estimations ne sont pas égales aux estimations de la formation brute de capital fixe.

Tableau 1

Différences entre les dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle, réelles, provisoires et perspectives, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2016-2017

	2016		2017		Variation	
	provisoires	réelles	perspectives	provisoires	2016 ^o /2016	2017 ^{pp} /2017 ^p
	M\$		M\$		%	
Régions administratives						
Bas-Saint-Laurent	882,9	943,8	1 007,3	1 058,7	6,9	5,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 287,0	1 280,0	1 527,7	1 524,6	- 0,5	- 0,2
Capitale-Nationale	3 498,5	2 788,7	3 648,9	3 214,5	- 20,3	- 11,9
Mauricie	753,8	759,3	819,5	923,8	0,7	12,7
Estrie	1 169,4	1 064,6	1 147,7	1 141,1	- 9,0	- 0,6
Montréal	12 028,4	11 325,0	13 404,3	11 685,0	- 5,8	- 12,8
Outaouais	941,9	863,9	1 153,5	913,1	- 8,3	- 20,8
Abitibi-	1 267,8	1 192,6	1 328,0	1 300,6	- 5,9	- 2,1
Côte-Nord	1 835,3	1 717,2	1 893,7	1 764,8	- 6,4	- 6,8
Nord-du-Québec	1 256,2	1 347,9	1 133,5	1 145,1	7,3	1,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 233,6	1 298,7	355,7	675,7	5,3	90,0
Chaudière-Appalaches	1 254,8	1 378,9	1 549,0	1 694,5	9,9	9,4
Laval	1 064,7	911,1	974,2	822,9	- 14,4	- 15,5
Lanaudière	945,0	909,9	1 056,2	831,7	- 3,7	- 21,3
Laurentides	1 459,0	1 335,8	1 616,2	1 331,1	- 8,4	- 17,6
Montérégie	4 852,9	4 720,7	4 835,9	5 003,0	- 2,7	3,5
Centre-du-Québec	834,1	938,3	894,8	860,0	12,5	- 3,9
Régions métropolitaines de recensement						
Saguenay	558,6	595,5	613,2	540,0	6,6	- 11,9
Québec	3 535,0	2 994,8	3 808,1	3 438,8	- 15,3	- 9,7
Sherbrooke	654,2	658,3	655,2	690,8	0,6	5,4
Trois-Rivières	552,2	605,7	654,5	681,0	9,7	4,0
Montréal	16 974,0	16 064,5	18 529,2	16 644,4	- 5,4	- 10,2
Gatineau	768,5	740,4	926,8	736,3	- 3,7	- 20,6
Ensemble du Québec	36 565,3	34 776,3	38 345,8	35 890,4	- 4,9	- 6,4

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, dont l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, l'*Enquête des permis de bâtir* et le *Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Abréviations et signes conventionnels :

\$	En dollars
M	En millions
G	En milliards
%	Pourcentage
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord

2016 : Données réelles

2017 : Données réelles provisoires

2018 : Perspectives

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Régions administratives du Québec

BSL	Bas-Saint-Laurent
SLSJ	Saguenay–Lac-Saint-Jean
CNAT	Capitale-Nationale
MAU	Mauricie
ESTR	Estrie
MTL	Montréal
OUT	Outaouais
A-T	Abitibi-Témiscamingue
CNO	Côte-Nord
NQC	Nord-du-Québec
GIM	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
C-A	Chaudière-Appalaches
LVL	Laval
LND	Lanaudière
LAUR	Laurentides
MTRG	Montérégie
CQC	Centre-du-Québec
Ens. Qc	Ensemble du Québec

Tableau 2

Dépenses en immobilisation résidentielle et non résidentielle selon le pays de contrôle et dépenses liées à certains produits de propriété intellectuelle, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2016-2018

Unité	Pays de contrôle		Résidentielle		Produits de propriété intellectuelle		
	2018		2017		2017	2016	
	Canada	Étranger	Construction	Rénovation	Prospection	Logiciel	
Régions administratives							
Bas-Saint-Laurent	M\$	362,2	21,2	128,9	448,0	1,0	x
	TCA (%)	-39,6	-7,9	-8,5	6,1	78,1	..
Saguenay– Lac-Saint-Jean	M\$	565,9	98,0	228,9	738,7	x	31,6
	TCA (%)	15,9	-45,2	3,7	2,4	..	14,0
Capitale-Nationale	M\$	x	x	1 023,8	823,1	x	257,4
	TCA (%)	..	..	-6,9	5,1	..	-16,1
Mauricie	M\$	x	x	310,1	729,3	x	25,2
	TCA (%)	..	..	3,4	7,4	..	8,1
Estrie	M\$	549,6	86,8	366,9	601,7	—	49,0
	TCA (%)	-3,7	8,9	-0,7	3,5	..	20,9
Montréal	M\$	5 172,4	933,4	2 818,9	2 013,9	—	788,4
	TCA (%)	9,7	4,9	60,1	7,7	..	10,2
Outaouais	M\$	403,3	43,5	532,9	570,5	5,3	56,4
	TCA (%)	25,8	0,6	23,8	13,3	205,0	-9,9
Abitibi-Témiscamingue	M\$	1 043,1	81,2	128,8	423,4	287,7	17,2
	TCA (%)	9,8	398,1	21,2	-2,0	81,7	30,2
Côte-Nord	M\$	254,1	407,5	35,6	168,9	x	21,8
	TCA (%)	38,2	13,4	-35,7	-17,9	..	-6,3
Nord-du-Québec	M\$	331,4	382,8	10,9	71,8	244,8	20,0
	TCA (%)	22,8	32,7	28,7	-6,8	106,1	-9,6
Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine	M\$	74,1	13,3	59,9	213,8	x	x
	TCA (%)	-1,8	10,0	3,3	25,5	..	..
Chaudière- Appalaches	M\$	660,3	58,5	623,0	908,8	—	94,7
	TCA (%)	-29,3	-46,7	12,2	9,4	..	55,1
Laval	M\$	480,5	62,3	503,0	314,1	—	42,0
	TCA (%)	39,7	-9,4	-7,8	5,1	..	-4,3
Lanaudière	M\$	505,2	52,7	766,2	806,0	4,8	37,6
	TCA (%)	17,4	38,1	10,3	0,7	98,9	43,7
Laurentides	M\$	582,1	129,6	1 226,9	1 160,3	x	52,7
	TCA (%)	12,1	22,8	5,1	9,0	..	28,5
Montérégie	M\$	2 254,2	807,1	2 515,3	2 704,4	x	203,7
	TCA (%)	2,2	18,2	10,4	7,9	..	38,2
Centre-du-Québec	M\$	430,4	60,2	271,1	458,1	0,1	35,3
	TCA (%)	-5,5	-41,3	15,5	-0,5	3,8	24,8
Régions métropolitaines de recensement							
Saguenay	M\$	245,8	46,8	139,3	364,1	..	20,2
	TCA (%)	8,5	-56,6	2,8	-3,4	..	9,7
Québec	M\$	1 341,4	226,3	1 262,7	859,9	..	297,4
	TCA (%)	9,9	-29,2	-0,9	0,7	..	23,8
Sherbrooke	M\$	308,3	54,2	250,1	303,5	..	29,8
	TCA (%)	-3,3	38,2	-4,8	3,6	..	19,5
Trois-Rivières	M\$	384,5	47,3	190,5	423,1	..	20,8
	TCA (%)	1,3	-32,2	1,2	9,6	..	4,3
Montréal	M\$	7 365,9	1 689,4	6 377,2	5 008,2	..	1 015,5
	TCA (%)	9,0	18,1	27,4	9,8	..	12,7
Gatineau	M\$	321,3	36,1	491,3	446,3	..	52,2
	TCA (%)	12,0	-1,5	25,3	15,4	..	-12,4
Ensemble du Québec	M\$	15 327,8	3 478,5	11 551,2	13 154,6	579,0	1 782,0
	TCA (%)	5,3	5,6	15,2	6,0	87,6	11,0

TCA (%) : Taux de croissance annuel

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, dont *l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, *l'Enquête des permis de bâtir*, *Investissement en construction résidentielle* et le *Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3

Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle selon l'industrie, la propriété et l'actif, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, perspectives 2018

Unité	Industrie (SCIAN)		Propriété		Actif		Total	
	Biens	Services	Privé	Public	Construction	Matériel et outillage		
Régions administratives								
Bas-Saint-Laurent	M\$	220,5	565,3	383,5	402,4	493,7	292,2	785,9
	TCA (%)	- 58,9	8,3	- 38,4	- 7,7	- 35,1	- 2,1	- 25,8
Saguenay-	M\$	742,7	705,1	663,9	783,9	905,6	542,2	1 447,8
Lac-Saint-Jean	TCA (%)	- 14,8	8,1	- 0,4	- 8,6	- 9,7	4,0	- 5,0
Capitale-Nationale	M\$	442,8	2 869,2	1 432,3	1 879,6	2 073,6	1 238,4	3 311,9
	TCA (%)	- 10,4	5,5	8,6	- 0,8	6,5	- 2,3	3,0
Mauricie	M\$	394,9	568,3	466,1	497,1	597,0	366,2	963,2
	TCA (%)	3,6	4,8	- 0,7	9,4	5,2	2,8	4,3
Estrie	M\$	514,6	662,9	636,4	541,1	615,4	562,1	1 177,5
	TCA (%)	7,9	- 0,2	- 2,2	10,3	5,5	0,8	3,2
Montréal	M\$	1 970,3	10 712,6	6 105,5	6 577,4	7 444,3	5 238,6	12 682,9
	TCA (%)	3,8	9,5	8,9	8,2	11,3	4,9	8,5
Outaouais	M\$	324,1	695,9	446,7	573,3	613,6	406,4	1 020,0
	TCA (%)	17,1	9,4	22,8	4,4	11,5	12,0	11,7
Abitibi-	M\$	1 083,5	425,5	1 124,2	384,7	1 052,0	457,0	1 509,0
Témiscamingue	TCA (%)	15,5	17,4	16,4	15,1	9,0	36,3	16,0
Côte-Nord	M\$	1 460,2	580,1	661,6	1 378,7	1 612,2	428,1	2 040,3
	TCA (%)	14,9	17,3	21,8	12,8	25,7	- 11,2	15,6
Nord-du-Québec	M\$	1 094,3	195,2	714,2	575,2	967,5	321,9	1 289,4
	TCA (%)	11,7	17,8	27,9	- 2,0	6,0	38,4	12,6
Gaspésie-	M\$	93,7	322,6	87,5	328,8	253,3	163,0	416,3
Îles-de-la-Madeleine	TCA (%)	- 75,0	7,3	- 0,2	- 44,1	- 54,1	32,0	- 38,4
Chaudière-	M\$	495,3	894,3	719,8	669,8	831,6	558,0	1 389,6
Appalaches	TCA (%)	- 43,5	9,4	- 31,1	3,1	- 25,6	- 3,4	- 18,0
Laval	M\$	231,1	763,6	542,7	452,1	599,9	394,8	994,7
	TCA (%)	14,6	22,9	31,5	10,2	23,7	16,9	20,9
Lanaudière	M\$	375,9	711,5	557,8	529,5	711,4	376,0	1 087,4
	TCA (%)	29,3	31,5	19,1	45,7	41,9	13,8	30,7
Laurentides	M\$	559,9	898,1	711,5	746,5	935,6	522,4	1 458,0
	TCA (%)	14,4	6,7	13,9	5,7	8,8	11,0	9,5
Montérégie	M\$	1 915,1	3 323,3	3 062,0	2 176,4	2 910,3	2 328,1	5 238,4
	TCA (%)	1,7	6,5	6,0	2,9	- 0,9	12,7	4,7
Centre-du-Québec	M\$	481,0	429,6	490,5	420,1	497,6	413,1	910,6
	TCA (%)	10,6	1,0	- 12,1	39,0	23,9	- 9,9	5,9
Régions métropolitaines de recensement								
Saguenay	M\$	87,4	474,0	292,6	268,7	315,2	246,1	561,4
	TCA (%)	- 38,2	18,9	- 12,5	30,7	16,5	- 8,6	4,0
Québec	M\$	455,4	3 090,8	1 567,2	1 979,0	2 202,3	1 343,9	3 546,2
	TCA (%)	- 10,3	5,5	1,7	4,2	6,0	- 1,3	3,1
Sherbrooke	M\$	173,2	555,9	362,6	366,5	425,3	303,7	729,0
	TCA (%)	29,2	- 0,2	1,3	10,1	4,9	6,4	5,5
Trois-Rivières	M\$	203,5	490,3	431,8	262,0	380,9	313,0	693,9
	TCA (%)	- 7,5	6,4	- 3,9	13,1	6,7	- 3,4	1,9
Montréal	M\$	3 395,4	14 805,8	9 056,9	9 144,2	10 614,8	7 586,3	18 201,1
	TCA (%)	6,7	10,0	10,6	8,1	10,3	8,1	9,4
Gatineau	M\$	143,0	656,0	357,3	441,7	446,8	352,1	798,9
	TCA (%)	2,3	10,0	10,5	7,0	6,8	10,8	8,5
Ensemble du Québec	M\$	12 400,2	25 322,8	18 806,3	18 916,8	23 114,7	14 608,4	37 723,1
	TCA (%)	- 2,2	9,1	5,4	4,9	4,5	6,1	5,1

TCA (%) : Taux de croissance annuel

SCIAN : Statistique Canada, Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, dont l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, l'*Enquête des permis de bâtir* et le *Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Notice bibliographique suggérée

MARCHAND, Guillaume (2018). « Québec et ses régions, perspectives 2018 », *Bulletin Flash – Investissements privés et publics*, [En ligne], Institut de la statistique du Québec, 10 p. [stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/investissements/ipp-regions-2018.pdf].

Ce bulletin est réalisé par la [Direction des statistiques économiques](#).

Ont collaboré à la réalisation : Virginie Lachance, mise en page
Direction des statistiques sectorielles et
du développement durable

Pour plus de renseignements : Guillaume Marchand
Direction des statistiques économiques
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411, poste 3093
Courriel : guillaume.marchand@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2^e trimestre 2018
ISSN 1715-6645 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec, 2003

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation
personnelle est interdite sans l'autorisation du gou-
vernement du Québec.

www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

**Institut
de la statistique**

Québec 